

**Recensement de la population**  
**Arrêté de nomination des agents recenseurs**

**ARRETE**

**Portant nomination des agents recenseurs du recensement de la population**

Vu le Code général des collectivités locales,

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'Etat n°2003-485 du 5 juin 2003 définissant les modalités d'application du titre V de la loi n°2002-276,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n°2003-485,

Vu la délibération du Conseil municipal du 20/11/2013

**ARRETE**

**Article premier :**

Sont recrutés du **16 janvier 2014 au 15 février 2014** en qualité d'agents recenseurs :

**Mlle VAUTHIER Corinne,**

Leurs missions et obligations sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Leurs obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n°51-711 et n°78-17 citées susvisées.

**Article 2 :**

Les agents recenseurs percevront une rémunération calculée conformément à la délibération du Conseil Municipal du 20/11/2013

**Article 3 :**

S'il ne peut achever ses travaux de recensement, l'agent recenseur est tenu d'avertir la mairie par écrit dans les 24 heures et de remettre immédiatement à la mairie tous les documents en sa possession.

**Article 4 :**

Il est formellement interdit aux agents recenseurs d'exercer à l'occasion de la collecte des enquêtes de recensement, une quelconque activité de vente, de démarchage ou de placement auprès des personnes avec lesquelles leur activité de recensement les met en relation.

**Article 5 :**

Monsieur/Madame le Secrétaire de Mairie/le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de VESOUL
- Monsieur le Percepteur d'ECHENOZ LA MELINE
- Monsieur le Président du Centre Départemental de Gestion (le cas échéant)

**Fait à VILLEPAROIS  
Le 16 Décembre 2013**

**Signature (Le Maire)**

Michel BOURGEOIS

Le soussigné, reconnaît avoir reçu un exemplaire de la présente décision, avoir pris connaissance des obligations qu'elle comporte et avoir été informé qu'il dispose d'un délai de 2 mois pour la contester auprès du Tribunal administratif de BESANCON

Date : 16/12/2013

Signature :